SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 5 MAI 1900.

Rapport de la Commission de l'Industrie et du Travail chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1900.

(Voir les n^{os} 112, VIII, session de 1898-1899 ; 6, VIII, 150, 155 et 157, session de 1899-1900, de la Chambre des Représentants ; et 89, session de 1899-1900, du Sénat.)

Présents : MM. le Duc d'URSEL, Président ; MONTEFIORE LEVI, Vice-Président ; PLISSART, le Baron WALTHÈRE DE SELYS LONGCHAMPS et SIMONIS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1900 s'élève à 3,932,520 francs pour les dépenses ordinaires, en augmentation de 337,800 francs sur le budget de l'exercice 1899 ; il se monte à 725,000 francs pour les dépenses exceptionnelles, en diminution de 20,000 francs sur le budget de l'exercice 1899.

Il n'est pas sans intérêt de passer rapidement en revue les principales modifications intervenues pour l'exercice en cours dans le budget soumis à notre examen.

A l'article 7 figurent : 1° une augmentation de 5,000 francs nécessitée par l'organisation, à l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, de nouveaux cours indispensables pour mettre cet établissement à la hauteur des progrès réalisés dans d'autres institutions similaires ; 2° une augmentation de 4,000 francs pour bourses d'études aux élèves de cet établissement ; il est à noter que cette dernière somme provient d'un simple transfert d'un crédit figurant précédemment au Budget de l'Intérieur et de l'Instruction publique (art. 84 du budget de 1899).

L'article 12, Traitements du personnel, a été diminuée d'une somme de 8,300 francs qui a été ajoutée à l'article 13, Frais de bureau et de tournées des vérificateurs.

L'article 16, Comités de patronage, a été porté de 30,000 à 35,000 francs.

A l'article 17, un surplus de crédit de 50,000 francs est motivé par l'accroissement considérable des frais de publication et de distribution de statuts, des subsides de premier établissement et des dépenses accessoires relatives aux sociétés mutualistes.

A l'article 18, nous voyons figurer une augmentation de 300,000 francs, qui porte à 600,000 francs le chiffre prévu au budget pour primes d'encouragement aux sociétés mutualistes reconnues afin de faciliter l'affiliation de leurs membres à la Caisse de retraite sous la garantie de l'État.

Cette augmentation importante pour un crédit aussi éminemment utile sera constatée avec grande satisfaction dans le pays entier, car l'on ne peut qu'applaudir à l'extension considérable que prend de plus en plus l'affiliation à la Caisse de retraite et qui rend indispensable le surcroît de crédit demandé pour cet objet.

L'article 32 concernant la carte géologique de la Belgique est en diminution de 40,000 francs sur le chiffre de l'an dernier. Ce changement est suffisamment expliqué dans les notes préliminaires du Budget et a surtout sa raison d'être dans l'état d'avancement des travaux de cette carte.

Enfin, aux dépenses exceptionnelles, le crédit de 450,000 francs qui nous est demandé à l'article 40, pour la participation de la Belgique à l'Exposition internationale de Paris, constitue un nouvel acompte sur la somme totale de 1 million de francs que la Législature a consenti à allouer à cette participation. La Commission profite de cette nouvelle occasion pour réitérer le vœu exprimé par elle, dans le rapport sur le budget de 1899, de voir toujours l'ensemble des crédits relatifs aux expositions figurer aux budgets d'une façon apparente.

Le Budget de l'Industrie et du Travail a été voté à la Chambre des Représentants dans sa séance du 5 mai 1900, à l'unanimité des 99 votants.

Votre Commission a l'honneur, Messieurs, de vous en proposer également l'adoption

Le Rapporteur,
A. SIMONIS.

Le Président,
Le Duc d'URSEL.